

Habitant Arles et scolarisé à Nîmes, Aluisio, risque l'expulsion immédiate

22/08/2018 | [Non classé](#) | <https://larlesienne.info/>



Il s'appretait à faire sa rentrée dans deux semaines, comme tous ses camarades de classe. Mais le centre de rétention de Cornebarrieu près de Toulouse a remplacé le lycée Mistral de Nîmes et peut modifier son avenir à jamais.

En bac pro topographe géomètre, Aluisio, de nationalité angolaise, est sous la peine d'une Obligation de quitter le territoire français, une OQTF dans le jargon militant. « Je rappelle qu'Aluisio est mineur bien que sa minorité soit contestée par l'Etat. Il est soutenu par RESF depuis plusieurs années et de nombreuses démarches ont été faites pour régulariser sa situation en France, sans succès jusqu'alors », déplore Lucile Venet du collectif Réseau éducation sans frontières (RESF).

Le collectif n'a pas pour habitude de médiatiser les affaires préférant la négociation avec les services de l'Etat. Elle ne le fait que pour des cas urgents et qu'il estime légitime comme pour Aluisio.

Aluisio a été arrêté suite à un contrôle sur l'autoroute alors qu'il allait aider une amie pour un déménagement, puis conduit à un commissariat à Toulouse et placé en centre de rétention.

Dans une lettre au préfet de Haute-Garonne, RESF explique le vas d'Aluisio Quindai. » Il est arrivé en France en 2015, à quatorze ans, seul, sans famille ni connaissances dans notre pays. Il a été dans plusieurs foyers pour mineurs, a été scolarisé, a appris le français. Etant soupçonné de ne pas être mineur, il est actuellement hébergé par des particuliers qui l'aident dans ses recours pour prouver son âge. Aujourd'hui c'est un très bon élève, un gentil garçon apprécié de ses camarades, de ses professeurs et de tous ceux qui le connaissent. En 4ème, il a reçu un ordinateur, en tant qu'élève le plus méritant de sa promotion, de la part du conseil général des BdR. En 3ème il a reçu avec sa classe un prix pour leur participation au concours national de la résistance et de la déportation. Au lycée professionnel où il a été admis, pour cette année scolaire 2017/2018 (section géomètre-topographe) il a été élu délégué de classe et a eu les Félicitations à chaque conseil de classe. Sa dernière appréciation : Elève Exemplaire ! L'employeur chez qui il a effectué son stage de première année se dit prêt à l'accueillir pour son second stage. »

Seul le préfet a le pouvoir d'annuler son expulsion et régulariser sa situation. Une mobilisation est en cours, des militants d'Arles sont sur place pour alerter les autorités sur la situation. Si rien n'est fait Aluisio pourrait être expulsé dans son pays d'origine. En danger de mort en Angola, « il a fuit après l'assassinat de son frère et sa soeur. Son père taxi avait renversé une fille et ensuite ça a été vendetta », témoigne les militants RESF.

« Ce gars est super courageux, travailleur. Il a les félicitations au lycée. C'est injuste. On est malheureux », insiste Lucile Venet.

Une pétition a été lancée sur [change.org](https://www.change.org) pour mobiliser autour de l'affaire.

Eric Besatti

Mise à jour : jeudi 23 août, le juge des détentions a permis à Aluisio de sortir du centre de rétention. Son dossier sera jugé par le tribunal administratif mi-septembre. La menace d'expulsion est toujours d'actualité. Les militants ont trois semaines pour mobiliser et préparer le dossier.